

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 25/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VEOLIA RECYCLAGE valorisation Hauts-de-France**

4eme Avenue du Port Fluvial  
59120 Loos

Références : -  
Code AIOT : 0007002069

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2025 dans l'établissement VEOLIA RECYCLAGE valorisation Hauts-de-France implanté 4eme Avenue du Port Fluvial 59120 Loos. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VEOLIA RECYCLAGE valorisation Hauts-de-France
- 4eme Avenue du Port Fluvial 59120 Loos
- Code AIOT : 0007002069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre de récupération et de valorisation de déchets *VEOLIA Propreté* de Loos est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 18 décembre 2000.

Par courrier en date du 3/06/2019, l'exploitant a sollicité le bénéfice des droits acquis (art L. 513-1 du code de l'environnement) suite à la parution du décret n°2018-458 du 6/0018 qui modifie la nomenclature des ICPE. La demande d'antériorité transmise au Préfet le 3 juin 2019 actualise le classement de l'installation de transit / regroupement et tri de déchets comme suit :

- Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 (rubrique 2714-1 ; régime E)
- Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 (rubrique 2716-2 ; régime D)
- Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793 (rubrique 2718-1 ; régime A)
- Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971 (rubrique 2791-1 ; régime A)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Durée de l'autorisation	Code de l'environnement du 02/08/2005, article R512-74	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/12/2000, article 1.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que le centre de tri et valorisation de la société Veolia n'a pas réalisé d'activité de tri ou transit de déchets classables au titre des ICPE depuis plus de trois ans sur le site de Loos (depuis septembre 2021 pour le transit de déchets dangereux, depuis 2016 pour le tri/transit de déchets non dangereux de papier, cartons et matières plastiques).

Les activités actuellement exercées ne sont plus classables au titre des ICPE.

L'arrêté d'autorisation du 18 décembre 2000 cesse donc de produire effet, en application de l'article R512-74 du code de l'environnement.

Il est demandé à la société Veolia de procéder sous 3 mois à la cessation d'activité des installations classées en application des articles R512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/12/2000, article 1.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Installations classées

**Prescription contrôlée :**

La société AUBINE-ONYX dont le siège social est situé 48/50 Avenue du Gendarme Castermant - 77504 CHELLES cedex est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de LOOS, 4eme avenue du Port Fluvial, les installations suivantes visées par la nomenclature des installations classées:

Libellé	caractéristiques	Rubrique	Classement
transit de D.I.B	67 150 tonnes	167A	A
tri de D.I.B d'ICPE	167C	A	
tri d'ordures ménagères	322A	A	
dépôts de papiers usés propres et secs	40 000 t/an	329	A
dépôts et atelier de triage de matières plastiques usagées combustibles	4500 m3	98bis-B-1	A
Stockage de substances toxiques	100 tonnes	1131.1.b	A
Broyage ou mise en balles de matières plastiques	35 t/j	2661.2.a	A

**Constats :**

Le centre de récupération et de valorisation de déchets VEOLIA Propreté de Loos est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 18 décembre 2000.

Par courrier en date du 3/06/2019, l'exploitant a sollicité le bénéfice des droits acquis (art L. 513-1 du code de l'environnement) suite à la parution du décret n°2018-458 du 6/0018 qui modifie la nomenclature des ICPE. La demande d'antériorité transmise au Préfet le 3 juin 2019 actualise le classement de l'installation de transit / regroupement et tri de déchets comme suit :

- Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 (rubrique 2714-1 ; régime E)
- Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de

déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 (rubrique 2716-2 ; régime D)

- Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793 (rubrique 2718-1 ; régime A)
- Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971 (rubrique 2791-1 ; régime A)

Par arrêté préfectoraux complémentaires des 20 novembre 2020, 18 février 2021 et 30 juin 2021, la société a été autorisée à stocker temporairement des DASRI sur le site (dans le cadre des activités autorisées au titre de la rubrique 2718-1 de la nomenclature) jusqu'au 1er septembre 2021.

L'activité de tri/transit de déchets a été arrêtée en 2016 et l'exploitant avait alors engagé une procédure de cessation d'activités. En 2018, l'exploitant demandait à stopper cette procédure dans l'optique d'activités futures et d'une réorganisation de l'activité de tri et transit de déchets. Un porter à connaissance de modifications devait alors être produit. Celui-ci n'a pas été remis.

Le 16 décembre 2020, l'absence d'activité de tri ou transit de déchets non dangereux (cartons, plastiques) classables au titre de la nomenclature ICPE avait été constatée. Lors de cette visite, la présence d'un stockage de 3,38 tonnes de papiers/cartons/plastiques avait été constatée, soit sous le seuil de classement de 100 m<sup>3</sup> de la rubrique 2714 (en considérant la plus faible densité, celle du carton (0,4 t/m<sup>3</sup>), cela représente un volume de moins de 10 m<sup>3</sup>). L'exploitant précisait que l'évolution des activités du site était en cours d'évaluation et qu'un dossier de porter à connaissance serait déposé.

Des DASRI ont néanmoins transité en 2020/2021 sur le site durant la période de crise sanitaire liée au COVID et ce jusqu'au 1er septembre 2021.

L'inspection a constaté le 9 juillet 2025 l'absence d'activité de tri ou transit de déchets sur le site. Le site est à présent utilisé pour le remisage et le petit entretien d'engins de collecte des déchets et d'entretien des voiries (balayeuses), mais également de conteneurs vides de collecte de déchets de verre. Les activités exercées sur le site ne sont plus classables au titre de l'une des rubriques de la nomenclature des ICPE.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Durée de l'autorisation

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 02/08/2005, article R512-74

**Thème(s) :** Situation administrative, Caducité

**Prescription contrôlée :**

II. - En application de l'article L. 512-19, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois

déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, à la suite d'un constat de l'inspection des installations classées ou d'une information de l'exploitant.

Le préfet peut alors mettre en demeure l'exploitant de procéder à la cessation d'activité de son installation, ou de la partie concernée de son installation, au sens de l'article R. 512-75-1. Le projet d'arrêté de mise en demeure est communiqué préalablement par le préfet à l'exploitant qui dispose d'un mois pour présenter ses observations éventuelles par écrit.

**Constats :**

L'inspection a constaté le 9 juillet 2025 l'absence d'activité de tri ou transit de déchets sur le site. Le site est à présent utilisé pour le remisage et le petit entretien d'engins de collecte des déchets et d'entretien des voiries (balayeuses), mais également de conteneurs vides de collecte de déchets de verre. Les activités exercées sur le site ne sont plus classables au titre de l'une des rubriques de la nomenclature des ICPE.

Depuis 2016, aucune activité de tri/transit de déchets non dangereux de papiers/cartons et plastiques dans des volumes supérieurs aux seuils de classement de la nomenclature des ICPE n'a été réalisée (constats des 29/09/2016, 27/11/2018, 16/12/2020 et 9/07/2025).

En ce qui concerne le transit de déchets dangereux de DASRI durant la période de crise sanitaire liée au COVID, celui-ci a cessé au 1er septembre 2021.

Par conséquent, aucune activité classée n'a été exercée sur le site depuis plus de trois années consécutives. Le site est utilisé depuis au moins le 16/12/2020 pour le remisage et petit entretien de véhicules de collecte de déchets et de nettoyage de voiries, activité non classée au titre des ICPE.

En application de l'article R.512-74 du code de l'environnement, l'arrêté d'autorisation du 18 décembre 2000 cesse donc de produire effet.

L'exploitant doit alors procéder à la cessation d'activité des installations classées en application des articles R512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de procéder sous 3 mois à la cessation d'activité des installations classées en application des articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois